



**HAL**  
open science

# La fabrique urbaine et territoriale du champ patrimonial en Asie du Sud-Est. Lectures croisées à travers les projets, les mots et les acteurs

Adèle Esposito andujar, Charles Goldblum, Nathalie Lancret

## ► To cite this version:

Adèle Esposito andujar, Charles Goldblum, Nathalie Lancret. La fabrique urbaine et territoriale du champ patrimonial en Asie du Sud-Est. Lectures croisées à travers les projets, les mots et les acteurs. Moussons : recherches en sciences humaines sur l'Asie du Sud-Est, 2020, Le champ patrimonial et sa fabrique urbaine en Asie du Sud-Est, 36, pp.5 - 33. 10.4000/moussons.6367 . hal-03466799

**HAL Id: hal-03466799**

**<https://hal.science/hal-03466799>**

Submitted on 6 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

---

## La fabrique urbaine et territoriale du champ patrimonial en Asie du Sud-Est. Lectures croisées à travers les projets, les mots et les acteurs

*The Development of Urban and Landscape Heritage as fields of knowledge production and political action in Southeast Asia. Comparative views based on the analysis of projects, vocabularies, and the sociopolitical interplay of actors*

**Adèle Esposito Andujar, Charles Goldblum et Nathalie Lancret**

---

**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/moussons/6367>

DOI : [10.4000/moussons.6367](https://doi.org/10.4000/moussons.6367)

ISSN : 2262-8363

**Éditeur**

Presses Universitaires de Provence

**Édition imprimée**

Date de publication : 19 novembre 2020

Pagination : 5-33

ISBN : 979-10-320-0286-5

ISSN : 1620-3224

Ce document vous est offert par Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

**Référence électronique**

Adèle Esposito Andujar, Charles Goldblum et Nathalie Lancret, « La fabrique urbaine et territoriale du champ patrimonial en Asie du Sud-Est. Lectures croisées à travers les projets, les mots et les acteurs », *Moussons* [En ligne], 36 | 2020, mis en ligne le 19 novembre 2020, consulté le 06 décembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/moussons/6367> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/moussons.6367>

---



Les contenus de la revue *Moussons* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

# La fabrique urbaine et territoriale du champ patrimonial en Asie du Sud-Est

Lectures croisées à travers les projets,  
les mots et les acteurs

Adèle Esposito Andujar \*

CNRS, IRASEC, Bangkok, Thaïlande

Charles Goldblum \*\*

AUSser-IPRAUS, CNRS, ENSA Paris-Belleville, Paris, France

Nathalie Lancret \*\*\*

AUSser-IPRAUS, CNRS, ENSA Paris-Belleville, Paris, France

\* Adèle Esposito Andujar est chercheure au CNRS rattachée à l'IRASEC. Ses travaux de recherche questionnent la relation entre patrimonialisation et développement urbain dans les villes secondaires et les métropoles d'Asie du Sud-Est. Depuis janvier 2020, elle coordonne le programme de recherche « Les villes de la nouvelle route de la soie en Asie du Sud-Est », financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR).

\*\* Charles Goldblum est professeur émérite en urbanisme à l'université de Paris 8 et ancien directeur de l'Institut français d'urbanisme. Spécialiste des études urbaines sur l'Asie du Sud-Est, il est actuellement chercheur associé à l'UMR AUSser-IPRAUS (CNRS, ENSA Paris-Belleville).

\*\*\* Nathalie Lancret est architecte, directrice de recherche au CNRS, rattachée à l'UMR AUSser-IPRAUS (CNRS, ENSA Paris-Belleville). Elle mène des recherches sur la fabrication de la ville et de ses architectures en Asie du Sud-Est contemporaine. Ses derniers travaux portent sur les paradigmes et les pratiques du patrimoine matériel et immatériel, appréhendés dans leur diversité, au regard des espaces et des sociétés étudiés.

Qu'il s'agisse des vestiges de cités disparues, du site d'anciens temples ou d'édifices culturels jalonnant le centre ancien de villes contemporaines, les dimensions urbaines et territoriales sont de longue date associées aux démarches de préservation et de sauvegarde des traces du bâti hérité de l'Asie du Sud-Est. Ces démarches, engagées sous l'influence des pouvoirs coloniaux dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle, en phase avec la constitution des institutions du patrimoine en Europe – l'« invention du patrimoine urbain », pour reprendre la formule de Françoise Choay (2007 : 130-151) –, ont avant tout concerné les figures de la monumentalité dont le traitement relevait alors principalement de l'archéologie et de l'histoire, même s'il a également mobilisé des architectes. Les régimes coloniaux ont exercé une influence forte sur la formation des élites politiques et intellectuelles sud-est asiatiques. Les idées de nation et d'identité culturelle collective originaires de l'Occident ont servi de cadre pour la rédaction des histoires nationales (Pemberton 1994) et des premières listes de monuments historiques (Mangin 2006 ; Edwards 2008), contribuant ainsi à la formation de « communautés imaginées » nationales (Anderson 2016 [1983]). Même en Thaïlande, le seul pays d'Asie du Sud-Est qui n'a pas été formellement colonisé, les institutions royales se sont alignées avec les démarches des administrations coloniales européennes, qui ont comporté la promulgation d'une législation pour la conservation des monuments, la création de musées et d'administrations chargées de la préservation des monuments (Peleggi 2002). Après les indépendances, les jeunes États-nations ont poursuivi cette voie : entre les années 1950 et 1980, les administrations ont été nationalisées et la législation n'a pas évolué de façon substantielle. L'attention des pouvoirs publics sud-est asiatiques s'est concentrée sur la préservation des vestiges anciens, archéologiques et monumentaux (Edwards 2008 ; Winter 2007 ; Bloembergen & Eickhoff 2020).

À partir des années 1960, les logiques d'intervention dans le domaine de la conservation ont néanmoins connu des évolutions, notamment marquées par la transition vers un système multilatéral qu'incarne l'UNESCO (dans le système de l'ONU mis en place dans l'après-guerre), multilatéralisation porteuse de l'idée de patrimoine de l'humanité, d'une reconnaissance de valeurs universelles, d'un bien commun. Ces idées n'étaient pas nouvelles : une communauté internationale d'intellectuels, experts et professionnels les avait forgées à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, en réaction aux craintes associées aux conflits armés, en s'inspirant du travail de juristes européens des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles (Esposito & Gaulis 2010 ; Hall 2011).

En Asie du Sud-Est, la reconnaissance de la valeur universelle du patrimoine a d'abord concerné les parcs naturels et, dans la catégorie des biens culturels, les grands ensembles religieux – Borobudur et Prambanan en Indonésie –, ainsi que les vestiges des villes historiques d'Ayutthaya et de Sukhothai en Thaïlande (1991). S'accompagnant de dispositifs et de systèmes de normes à vocation universelle – ainsi des chartes établies par l'ICOMOS<sup>1</sup> –, l'internationalisation des valeurs patrimoniales a connu une expansion progressive en faveur des ensembles urbains historiques ; plusieurs villes vivantes et actives d'Asie du Sud-Est ont été intégrées dans le dispositif du patrimoine mondial : d'abord les « monuments historiques » de la ville de Huê (Vietnam) en 1993, ensuite Luang Prabang (Laos) en 1995, suivie

par Vigan (Philippines) et Hoi An (Vietnam) en 1999, Melaka et George Town (Malaisie) en 2008. La fabrique patrimoniale entre alors dans une relation complexe avec les « idées de ville » (Bekkering *et al.* 2019).

À partir des années 1980, la réflexion internationale marque à cet égard une inflexion quant à la prise en compte des dimensions spatiales, urbaines et territoriales dans la pensée et dans l'action patrimoniale, notamment sous deux aspects : celui de l'extension de l'objet de protection – du parc archéologique à son site, du monument urbain au centre ancien ; celui de la mise en valeur – économique, touristique – des espaces patrimoniaux (Henderson 2009). En Asie du Sud-Est, ces tendances dont Singapour, Rattanakosin/Bangkok, Borobudur offrent des manifestations diversifiées, sous-tendues par un intérêt croissant pour l'histoire des villes, des formes et des architectures urbaines, prennent une signification et une importance particulière en raison des mutations urbaines, des changements morphologiques que connaissent alors les villes et les territoires<sup>2</sup>. La destruction des traces matérielles du passé architectural et urbain, résultant des formes qu'adopte la croissance économique et urbaine dans les années 1980, a incité à porter l'attention sur les héritages que recèle le cœur des villes vivantes, en particulier les capitales actuelles<sup>3</sup>. Il en est ainsi du projet patrimonial conçu par le gouvernement thaïlandais pour Rattanakosin en 1982, à l'occasion du bicentenaire de la fondation de la cité royale (Thumwimol 2004) ou de l'opération de réhabilitation des quartiers historiques entreprise dans la même période à Singapour, avant-courrier du plan directeur de conservation (Conservation Master Plan) de 1989 (Goldblum 1996).

Ces premiers programmes de conservation urbaine accordent une attention primordiale à la préservation de la matérialité architecturale des bâtiments en dur qui composent les ensembles urbains, au détriment des formes périssables de l'habitat végétal et des formes amovibles des marchés vernaculaires (Askew 1996). De plus, ils sont tributaires de logiques de sélection qui délimitent – souvent de façon arbitraire ou partielle – des enclaves pour la conservation des formes architecturales urbaines, reflets stéréotypés de l'identité des communautés qui les habitent. Dans les sociétés urbaines plurielles d'Asie du Sud-Est, et notamment à Singapour et en Malaisie, ces pratiques contribuent à la folklorisation des identités culturelles des communautés (Yeoh & Huang 1996 ; Esposito 2018b, à paraître). Elles déterminent des discontinuités conceptuelles et spatiales entre les districts urbains composant la ville historique – qu'il s'agit de conserver et valoriser pour le tourisme – et la ville moderne, destinée au développement de formes nouvelles et se plaçant de fait en rupture par rapport aux typologies et savoir-faire constructifs hérités.

Le poids des villes dans la montée en puissance des économies de l'ASEAN<sup>4</sup>, et singulièrement dans l'essor du tourisme international, entraîne la question du patrimoine urbain et de ses modes de valorisation dans les turbulences de la compétition pour l'utilisation du sol, en réinterrogeant les dispositifs de protection et leurs référentiels, confrontant idéalités et jeux d'intérêt, statuts dérogatoires et modes de valorisation. La recherche de labels internationaux pour les sites et objets patrimoniaux participe désormais de ce mouvement : la signature par plusieurs pays d'Asie du Sud-Est de la convention du patrimoine mondial de l'UNESCO<sup>5</sup>

et les premières inscriptions (relativement tardives) sur la liste du patrimoine mondial ont été des leviers du renouveau de la question patrimoniale. Dans le jeu de mise en réseaux et en concurrence des territoires au sein de l'ASEAN comme à l'intérieur même de ses États membres, la recherche d'une visibilité et d'une reconnaissance internationales s'accroît à mesure de la diversification des types de labels promus par les organismes internationaux.

Au renouveau de la question patrimoniale contribue une réforme profonde des concepts internationaux qui en orientent la reconnaissance à partir des années 1980. Sous l'effet d'un « tournant culturel » (Jameson 1998) mettant en cause la pertinence des modèles universalisants, tel le paradigme du développement, une attention accrue est désormais accordée à la diversité culturelle et aux manifestations non monumentales du patrimoine culturel. La valeur sociale des héritages est pleinement intégrée dans les processus de reconnaissance patrimoniale, à côté de leurs valeurs artistique, historique et scientifique. De ce fait, les dimensions vécue, affective et émotionnelle du patrimoine pour les habitants remettent en question les évaluations prétendument objectives de la valeur patrimoniale (Tolia-Kelly, Waterton & Watson 2017). Des documents normatifs jalonnent les étapes successives de ce renouveau. Parmi ceux-ci, la Recommandation pour la sauvegarde de la culture traditionnelle et du folklore (1989) étend la notion de patrimoine aux cultures traditionnelles et populaires (Adell, Bendix, Bortolotto & Tanschek 2015). En 1992, les guides opérationnels du comité du patrimoine mondial incluent la notion de « paysage culturel » pour la reconnaissance de la valeur universelle de territoires habités (Esposito Andujar). En 1994, la conférence de Nara interroge la notion d'authenticité à l'aune des spécificités culturelles des pays non occidentaux (Jerome 2008). En 2003, la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel définit le rôle incontournable des communautés dans la définition des expressions culturelles ayant valeur de patrimoine (Akagawa & Smith 2008). En 2005, l'UNESCO adopte la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. La même année, le Conseil de l'Europe adopte la Convention de Faro, convention cadre qui définit « la communauté patrimoniale » (*heritage community*) comme fédérée autour d'un intérêt commun, celui la gestion et de la transmission d'un patrimoine (Zagato 2015).

À l'élargissement des concepts de patrimoine répond la diversification des objets et territoires pris en compte dans les actions patrimoniales menées en Asie du Sud-Est : extension dans le temps, vers des héritages de moins en moins lointains ; extension dans l'espace, de l'édifice à la ville puis de la ville à des ensembles territoriaux plus vastes ; multiplication des catégories du patrimoine, notamment des cités historiques aux villes actives et des ensembles monumentaux à l'ordinaire du patrimoine.

Cet élargissement ouvre également la voie à une diversification-multiplication des « parties prenantes », à la faveur des politiques de décentralisation (notamment en Indonésie et en Thaïlande) et de l'intégration dans l'économie mondiale, ces dynamiques facilitant la montée en puissance de sociétés civiles sensibilisées aux questions environnementales, urbaines et patrimoniales et/ou porteuses des

revendications relatives à l'identité locale (Guan 2004 ; Formoso 2016 ; Hsiao, Hui & Peycam 2017). De nombreux travaux (*inter al.* Muzaini & Minca 2018) rendent compte des divergences de vision entre les autorités étatiques, jugées avoir mis en avant des visions étriquées du patrimoine national exprimées par des « discours autorisés » (Smith 2006) avec l'aval des organisations internationales, et les communautés locales qui défendent la valeur sociale des héritages. Fondés sur des études de cas richement documentées, ces travaux prennent pour cadre théorique les « études patrimoniales critiques » (*critical heritage studies*) (Winter 2013) qui appréhendent les rapports de pouvoir dans le domaine du patrimoine à travers le prisme des oppositions, des luttes et des négociations entre les discours autorisés et les expressions multiples et diversifiées d'un « contre-patrimoine » (*counter heritage*, Byrne 2014). Une attention particulière est portée aux héritages des groupes minoritaires et subalternes, dont la prise en compte serait de nature à orienter des démarches de conservation plus représentatives de la dissonance des visions patrimoniales (Turnbridge & Ashworth 1996).

C'est dans ce contexte qu'ont été fondées ou réactivées des associations du patrimoine qui, fédérées dès 1991 dans un réseau régional créé à Penang – Asia and West Pacific Network for Urban Conservation (AWPNUC) –, ont joué un rôle majeur dans la réflexion patrimoniale. Plusieurs chartes et déclarations (ASEAN Declaration on Cultural Heritage, 2000 ; ASEAN Charter, 2007 ; Declaration on ASEAN Unity in Cultural Diversity, 2011 ; Hue Declaration on Culture for ASEAN Community's Sustainable Development, 2014) jalonnent une réflexion, menée à l'échelle des pays adhérant à l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) sur les éléments singuliers et communs aux cultures, identités et patrimoines de la région, esquissant des démarches de coopération régionale dans le domaine du patrimoine (Taylor 2004). Dans le même sens, des événements (Festival of the ASEAN Cultural Expressions, ASEAN Cultural Year, etc.) et des labels (ASEAN City of Culture) contribuent à la construction et à la célébration d'une communauté d'intérêt sud-est asiatique (*ASEAN socio-cultural community*) engagée dans ce domaine. Cette régionalisation des affaires patrimoniales placée sous le signe de la coopération est encore peu étudiée par la littérature (Winter 2019). Elle fédère une élite intellectuelle transnationale dont l'objectif est la coproduction d'une connaissance spécifique sur les patrimoines sud-est asiatiques et asiatiques, reconnaissant des modes opérationnels adaptés aux singularités de ces contextes (Silva & Chapagain 2013 ; Ismail, Shaw & Ooi 2016 [2009]).

Situés à l'interface de deux domaines de recherche, relatifs à la patrimonialisation, d'une part, et, d'autre part, à la production et aux transformations des espaces habités, les six articles réunis dans ce numéro thématique examinent les façons particulières dont les sociétés du Sud-Est asiatique, dans leur diversité, enregistrent ce mouvement d'extension et d'universalisation du champ patrimonial. Une observation commune fonde ces travaux : celle de l'élaboration, dans plusieurs pays, de dispositifs conceptuels, réglementaires et opérationnels en réaction aux approches dominantes et « discours autorisés », notamment ceux des instances nationales et des organismes internationaux, ou complémentaires à ceux-ci.

L'hypothèse qui sous-tend la réflexion est celle de la constitution de champs patrimoniaux spécifiques, à la croisée de différents univers de référence dont celui du patrimoine mondial (porté notamment par l'UNESCO), processus examinés en l'occurrence en Indonésie (Esposito Andujar ; Lancret)<sup>6</sup>, en Malaisie (De Giosa) et en Thaïlande (Pumketkao-Lecourt & Peyronnie). En contrepoint, deux autres articles s'inscrivent dans l'étude par une mise en perspective historique dans le cas du Laos (Clément-Charpentier) et par des réflexions à propos du patrimoine urbain en Asie du Sud-Est (Goldblum).

Les trois principaux pays considérés partagent des caractéristiques économiques et politiques permettant leur mise en relation, notamment parce qu'elles donnent à comprendre les conditions initiatrices du mouvement patrimonial. Dans les cas d'étude qui sont examinés, les valeurs attribuées aux héritages font l'objet de contestations et d'évolutions, dans le cadre desquelles le vocabulaire, les concepts et les discours de l'UNESCO sont mobilisés par les acteurs associatifs qui en maîtrisent les codes et les arrière-plans théoriques. Ces acteurs engagent un processus d'adaptation de cette connaissance internationale sur le patrimoine à une série de spécificités locales puisant dans les univers religieux et coutumiers, qui implique la traduction de concepts-clés et la production de discours dans les langues nationales. Toutefois, les nouvelles modalités de la conservation que ces concepts et discours contribuent à définir rencontrent la résistance des autorités publiques qui restent fidèles à des pratiques centrées sur les manifestations monumentales et sur des visions totalisantes de la culture. Si la remise en question des discours hégémoniques produits par les États-nations devient possible, le consensus autour d'un patrimoine national plus représentatif et diversifié n'est cependant pas atteint. Les héritages concernés par ces débats demeurent alors dans un état d'« entre-deux », tiraillés entre négligence de longue date et tentatives de valorisation, entre les avantages éventuellement associés à la reconnaissance officielle (mais aussi ses retombées perturbantes) et l'importance locale de traditions coutumières irréductibles aux catégories patrimoniales internationales.

L'analyse des processus et des débats qui se jouent dans cet état d'entre-deux nous amène à définir le patrimoine – à l'instar des auteurs qui se rattachent au courant des études patrimoniales critiques – comme un processus jamais achevé de redéfinition de la valeur des héritages au sein d'une société donnée. Ces processus agencent de manière synchrétique et évolutive plusieurs logiques, objectifs, registres de significations et de valeurs. Ils donnent ainsi lieu à des « patrimoines hybrides » (Fauveaud & Esposito à paraître) : à savoir des assemblages toujours contextuels d'éléments exogènes, fragments de discours internationaux, concepts patrimoniaux internationalisés (le monument historique, la ville historique, le paysage culturel, le patrimoine immatériel, etc.), avec des déterminants et dispositifs locaux, lesquels relèvent de pratiques sacrées, spirituelles et coutumières (telles les incidences de l'islamisation et de l'*adat* sur les lois relatives à l'héritage dans le monde malais analysées par De Giosa). Une des spécificités de ces patrimoines hybrides tient à leur évolution, co-déterminée par l'élargissement, progressif et constant, des catégories patrimoniales internationales, mais aussi par des chan-



gements dans les équilibres de pouvoir entre les autorités publiques et la société civile dans chaque pays concerné.

En se fondant sur des études de cas réalisées en Indonésie, Malaisie et Thaïlande, mais aussi en référence à d'autres situations observées dans la région, les articles décryptent ces évolutions du champ patrimonial à l'œuvre dans les sociétés d'Asie du Sud-Est et examinent les approches particulières mises en œuvre par les sociétés contemporaines, et leurs composantes plurielles, pour concevoir et organiser leurs relations à leur passé, le définir et le transmettre.

L'évolution du champ patrimonial observée au cours des deux dernières décennies est éclairée par les phases antérieures de la patrimonialisation de chaque pays, notamment depuis l'époque coloniale qui fut, à cet égard, fondatrice. Les articles examinent comment les représentations et les dispositifs du patrimoine élaborés en Occident à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, singulièrement en Angleterre, aux Pays-Bas et en France, ont été transposés et mis en œuvre dans la péninsule malaise, dans les Indes néerlandaises et en Indochine, notamment au Laos, ainsi qu'au Siam, hors contexte colonial, où ils ont fortement influencé la création des premières institutions du patrimoine (Thumwimol 2004 ; Pumketkao-Lecourt 2019). Souvent développées en lien avec les sociétés savantes, ces approches ont privilégié la culture matérielle, laquelle était appréhendée selon des critères relatifs à l'ancienneté et à la monumentalité, considérant de façon sélective les édifices singuliers, notamment religieux, et les grandes compositions urbaines, en particulier celles des villes royales, au détriment des architectures ordinaires et des espaces de la vie quotidienne. Cette distinction a longtemps perduré, notamment parce qu'elle était inscrite dans les textes réglementaires produits par les instances coloniales et qui ont fait référence jusqu'à une période récente. Ainsi les règlements promulgués dans plusieurs États de la péninsule malaise ont constitué l'épine dorsale des nouvelles lois fédérales adoptées après l'indépendance et ce jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, nonobstant une évolution progressive des textes. Quant à l'ordonnance pour la protection des monuments et des objets historiques, artistiques et paléontologiques (*Monumenten Ordonnantie*) édictée en 1931, elle a été maintenue en Indonésie jusqu'en 1992, année de sa traduction presque littérale en *bahasa*, avant d'être révisée en 2010.

En outre, les représentations forgées en ces circonstances ont déterminé les façons de considérer les héritages : le pittoresque du temple de Borobudur et l'exotisme de la culture balinaise, vus par les voyageurs étrangers et médiatisés aux premiers temps du tourisme, font partie de l'image des lieux aujourd'hui promue, notamment dans le cadre des aménagements touristiques. À Vientiane, ville détruite, les Français font affleurer les traces de la cité royale – réinventées dans une esthétique de la ruine – et confèrent aux édifices religieux, en raison de leur ancienneté, de leur monumentalité et de leur construction en matériaux pérennes, un statut conservatoire pour fonder la ville coloniale dont ils détermineront le plan. La ville construite en bois et en bambou, celle-ci même qui abrite l'habitat de la population lao, est invisible pour les administrateurs coloniaux et reste ignorée en tant qu'objet patrimonial ; cette vision sélective jouant sur

l'exclusion du matériau périssable a déterminé la structure urbaine ; elle a orienté les choix patrimoniaux sur le long terme.

L'interrogation est ici posée au présent et porte sur l'extension à l'Asie du Sud-Est du nouveau « régime de patrimonialisation » mis en évidence par François Hartog (2018), autrement dit sur les processus à l'œuvre dans le champ patrimonial par lesquels le présent s'impose comme horizon des conceptions et des pratiques : comment les rapports avec le passé continuent-ils d'imprégner la vision patrimoniale des sociétés sud-est asiatiques contemporaines ? La diffusion d'un vocabulaire et de normes internationales affecte-t-elle ce substrat ou donne-t-elle lieu à de nouvelles combinaisons ? L'uniformisation supposée dans ce domaine est-elle révélatrice (voire vectrice) d'une uniformisation des relations des sociétés sud-est asiatiques (de plus en plus ouvertes aux influences, à la circulation des modèles) à l'égard de leur passé ou permet-elle l'affirmation ou la construction d'interprétations et de narrations particulières ?

Gravitant autour des termes de projet, de mot et d'acteur, trois principaux thèmes d'étude, souvent liés, voire interdépendants dans la réalité, sont abordés dans les différents articles.

## LE PATRIMOINE EN SITUATION DE PROJET

L'une des particularités résultant de la dimension urbaine et territoriale des approches patrimoniales est de placer les espaces concernés – qu'il s'agisse par exemple du centre ancien de Melaka ou du parc archéologique de Borobudur et de ses abords – en position de projets, souvent associés ou confrontés, à ce titre, aux démarches opérationnelles de la planification spatiale, tels les schémas directeurs et plans d'aménagement régional, y compris dans la sphère multilatérale<sup>7</sup>.

La mise en position de projet engage ces espaces dans deux processus concomitants. Le premier processus concerne la réalisation des projets ; il est scandé par plusieurs phases de négociation qui impliquent le redimensionnement de leurs ambitions et objectifs. Le second processus est marqué par la succession de plusieurs projets au statut incertain, dont on suppose la réalisation future, ou qui sont abandonnés et remplacés par d'autres. À leur échec contribue le désaccord des parties impliquées dans les arènes de la patrimonialisation, par exemple sur les modalités de la conciliation des objectifs de conservation et de développement touristique (comme dans le cas du temple de Besakih, examiné par Nathalie Lancret). Ces échecs contribuent néanmoins à définir les termes de référence et les lignes directrices des projets ultérieurs, capables de développer des stratégies pragmatiques d'adaptation aux politiques locales. Dans d'autres cas, la réticence des autorités nationales à accepter les propositions des acteurs associatifs confère aux projets élaborés par ces derniers un statut intermédiaire d'attente, à plusieurs reprises renouvelé, qui témoigne de la difficulté de ces acteurs à faire évoluer les pratiques institutionnelles (comme le montre le cas de Borobudur, analysé par Adèle Esposito Andujar). Aussi l'examen des projets à vocation patrimoniale ou incluant une dimension relative à la protection du patrimoine constitue-t-il (ou

s'impose-t-il comme) une voie d'entrée majeure pour les démarches présentées. La négociation des projets est constitutive des espaces au sein desquels la valeur associée aux objets bâtis et aux espaces habités reflète le pluralisme des démarches de patrimonialisation et de la fabrique de patrimoines hybrides, agencés par le concours de plusieurs projets parfois concurrentiels.

L'étude des processus de projet permet d'approcher, voire de déconstruire, les représentations ainsi que les opérations conceptuelles et formelles, constructives et techniques, auxquelles les concepteurs ont recours pour concevoir et formuler un dessein pour un édifice ou un territoire défini, éventuellement pour promouvoir une approche patrimoniale qui se démarque des démarches antérieures. Les contributions présentées ci-après décryptent les processus à l'œuvre dans différentes situations de projet. Source de confrontations et de négociations entre des dispositifs patrimoniaux aux référents hétérogènes, les mécanismes de sélection et de réaffectation des éléments hérités sont ici révélateurs des diverses constructions historiques, sociales et culturelles sur lesquelles repose l'élaboration de ces dispositifs.

En Indonésie, l'inscription de Borobudur sur la liste du patrimoine mondial en 1991 et la mise en situation de projet de l'ensemble du parc et de ses abords ont ouvert la voie à une élaboration contextualisée de la catégorie internationale de « paysage culturel ». Adèle Esposito Andujar analyse ainsi, dans ce contexte, les incidences de l'extension de l'espace patrimonial à un territoire plus vaste, débordant le site archéologique et incluant en particulier les villages situés à l'entour du monument<sup>8</sup> : la diversification des registres patrimoniaux ainsi opérée trouve sa traduction – tant sur le plan opérationnel que sur le plan conceptuel – dans l'assemblage local de démarches de protection et de conservation relatives à des objets hétérogènes, lesquelles associent également des acteurs non gouvernementaux (Badan Pelestarian Pusaka Indonesia). À Chiang Mai, cette extension de la notion de patrimoine se joue au sein même de l'espace patrimonial de la ville de fondation, mais débordant ses repères monumentaux, avec un programme de conservation et de mise en valeur des villages constitutifs de cet espace de référence (Fuen Ban Yan Wiang) conçu par une association non gouvernementale du patrimoine : Little People in Conservation. Pijika Pumketkao-Lecourt et Karine Peyronnie étudient la stratégie et la démarche de ce projet qui, jouant sur l'élargissement du domaine patrimonial, permet de mobiliser les populations locales, de les sensibiliser à des héritages jusqu'alors peu valorisés (y compris par les habitants eux-mêmes) et d'expérimenter une démarche participative différente de celle du département des Beaux-Arts de Thaïlande, longtemps focalisée sur les grands monastères et les édifices royaux.

Recoupant désormais les terrains contestés des pouvoirs territoriaux et fonciers, les projets patrimoniaux donnent eux-mêmes lieu à des tensions et controverses – conflits de pratiques de restauration, d'usages et de modes de valorisation des espaces qui sont révélateurs de la mise en concurrence des référentiels, voire de la confrontation des systèmes de valeur. Il en est ainsi du projet d'inscription sur la liste du patrimoine mondial du temple de Besakih qui, en 2000, déclencha de fortes oppositions révélatrices de clivages au sein de la société balinaise. Nathalie Lancret

montre que ces contestations, ayant mis à l'épreuve les dispositifs internationaux, ont suscité un mouvement de redéfinition du champ patrimonial. Pierpaolo De Giosa s'appuie sur l'exemple de la rénovation du temple hindou Sri Subramaniam Swamy (État de Selangor, Malaisie) réalisée en 2018 pour mettre en évidence l'écart entre des valeurs et pratiques religieuses qui nécessitent que le complexe soit repeint régulièrement lors d'un rituel cyclique, et celles promulguées par le département malaisien du patrimoine. Dans ces deux derniers cas, la réception controversée des projets – proposé pour l'un et réalisé pour l'autre – met en lumière l'incommensurabilité des cultures du patrimoine.

L'observation des relations qui s'établissent entre patrimonialisation et production urbaine, de leur renforcement à la faveur de la circulation internationale des conceptions patrimoniales et urbanistiques, conduit à une double interrogation : que fait la ville, son intégration comme composante sociale et bâtie, au projet patrimonial et, en retour, que fait le patrimoine au projet urbain, quelle est son incidence quant à la façon de concevoir le projet et de le mettre en œuvre ? Dans le présent recueil d'articles, ces questions sont appréhendées à deux époques différentes de l'histoire des villes sud-est asiatiques.

Situant son propos au moment de la refondation de Vientiane par le pouvoir colonial, Sophie Clément-Charpentier décrit le poids de la vision française du patrimoine, enrichie par l'expérience de l'Indochine dans ses volets vietnamien et cambodgien, sur les reconfigurations urbaines qui ont fixé et façonné le plan de la ville dans la durée. C'est relativement à l'actuel contexte d'internationalisation de la production urbaine que Charles Goldblum appréhende les programmes de préservation des centres anciens des villes actives de l'Asie du Sud-Est, en soulignant les implications quant à l'intégration de l'univers complexe de projets urbains et quant à l'influence croissante des dispositifs de valorisation (tel celui de la « ville créative ») promus par l'UNESCO.

La logique de projet jalonne ainsi les moments constitutifs du champ patrimonial urbain dans l'Asie du Sud-Est contemporaine. Cet arraisonnement du monde hérité par la situation de projet, source d'une production textuelle spécifique, s'accompagne d'une production lexicale dont il détermine les enjeux. À défaut de référence à un grand récit porteur d'une légitimation, le vocabulaire du patrimoine, institué ou reconstitué (parfois dans l'astreinte à la traduction en vue de l'obtention d'un label), contribue à la construction d'histoires du passé dont, sous couvert d'authenticité revendiquée, s'alimentent les projets – architecturaux et urbanistiques – patrimoniaux.

## LES MOTS DU PATRIMOINE À L'ÉPREUVE DE LA TRADUCTION

Comment dit-on patrimoine en indonésien, en malais, en thaï ? Le champ patrimonial est ici approché sous l'angle de la diversité des cultures qui concourent à son élaboration et, singulièrement, des univers conceptuels qu'il recouvre, lesquels diffèrent selon les lieux, les sociétés et les époques. L'accent est porté sur l'espace des concepts, sur son extensivité en termes physiques (extension géographique ou

à d'autres objets et catégories) et conceptuels (à d'autres significations, valeurs, pratiques). Plusieurs des articles présentés ont en commun d'appréhender cette diversité – mettant en question l'universalité apparente du patrimoine – à partir de l'examen des mots usités et/ou créés pour désigner et classer l'objet de conservation en tant qu'objet patrimonial, ainsi que pour nommer la chose patrimoniale elle-même. Ce choix fut effectué en faisant nôtre le propos de Barbara Cassin selon lequel « plusieurs langues, ce sont plusieurs mondes, plusieurs façons de s'ouvrir au monde. [La différence des langues permet de saisir] comment chacune dessine à chaque fois quelque chose comme un monde ou une vision du monde, et comment ces mondes entrent en contact » (Cassin 2019 : 19, 21)<sup>9</sup>. Ce propos se charge de significations particulières dans son application à l'Asie du Sud-Est, compte tenu de sa très grande diversité linguistique avec plusieurs centaines de langues parlées, généralement classées en cinq familles ethnolinguistiques (Goddard 2005).

C'est à partir de là et des recherches relatives à ce thème, notamment celles sur « les intraduisibles du patrimoine », qu'a été conçu le programme de recherche intitulé « Les mots du patrimoine dans le projet architectural et urbain en Asie du Sud-Est : circulation, réception, création<sup>10</sup> » (PATRIMOTS) dont sont issues plusieurs contributions présentées dans le présent numéro de *Moussons*. De 2014 à 2017, ce programme a réuni des chercheurs et des représentants d'associations du patrimoine dans des ateliers organisés à Chiang Mai, Yogyakarta et Paris. L'objectif était d'interroger les acceptions plurielles du patrimoine en Thaïlande et en Indonésie dans leurs singularités et leurs différences, au regard des déterminations culturelles et des contextes locaux, à partir des mots qui désignent, qualifient, décrivent, défendent, voire qui contestent, les programmes et les actions relatifs au patrimoine.

Avec l'internationalisation du vocabulaire du patrimoine, portée par les agences de coopération internationales et régionales de l'ONU, et singulièrement par l'UNESCO, s'ouvre un autre volet de la réflexion terminologique. L'UNESCO-isation, telle qu'abordée par Charles Goldblum<sup>11</sup>, comme adhésion à un code de lecture international (concernant les objets patrimoniaux reconnus comme tels selon ses critères) et diffusion d'un vocabulaire *ad hoc*, sont l'objet d'un questionnement transversal, de même que les effets de traduction auxquels ces dispositifs langagiers se prêtent. Ce que l'on nomme aujourd'hui en français patrimoine, mais avant tout l'anglais *heritage*, terme générique lui-même objet de traduction, et la terminologie de l'UNESCO engagent la production d'un champ lexical dans les langues nationales.

Dans le sillage de l'essai fondateur de Walter Benjamin (2000 [1923]) sur « La tâche du traducteur », les articles inclus dans ce numéro appréhendent la traduction comme un processus qui, plus qu'il n'essaie de reproduire une signification dans une autre langue, établit une relation de proximité avec l'original. Cette relation est rendue possible par la familiarité fondamentale des langues. Le processus de traduction aboutit ainsi à une nouvelle création, dont les parties – l'original et le terme-texte traduit – s'éclairent mutuellement dans une relation dialectique.

Or, le « langage spécialisé » du patrimoine, que l'UNESCO a contribué de façon déterminante à construire et à disséminer à l'échelle mondiale, est censé com-

muniquer une connaissance spécialisée et partagée par les experts. On attribue à ce langage, du fait de sa spécialisation, des qualités de rigueur scientifique et de précision technique qui sont maîtrisées par un cercle d'experts (Faber & Ureña Gomez-Moreno 2012). Néanmoins, la trajectoire d'élaboration des concepts patrimoniaux à travers l'histoire témoigne au contraire de leur nature plurielle, évolutive et stratifiée. De plus, les significations différentes qui peuvent être attribuées à ces concepts par différentes catégories d'acteurs mettent en question le consensus qui est l'une des prérogatives du langage spécialisé de l'expertise.

Pour ces raisons, la traduction des concepts patrimoniaux est problématique sur plusieurs plans. Non seulement la traduction vers les langues nationales sud-est asiatiques peut ne pas être univoque (plusieurs traductions concurrentielles pouvant être mises en avant par des acteurs revendiquant le pouvoir d'agir dans le domaine de la conservation), mais les termes retenus pour traduire les concepts patrimoniaux internationaux dans les langues nationales sont chargés d'un bagage de significations historiquement sédimentées, qui dépend de leur étymologie et de leurs usages. Aussi, certains termes peuvent-ils être stratégiquement sélectionnés par les acteurs afin de mettre en question les discours associés à des traductions antérieures des mêmes concepts utilisées par les discours autorisés du patrimoine. Dans ce sens, la traduction est partie intégrante de processus de réélaboration des concepts patrimoniaux à l'échelle nationale ou locale, qui agencent, autour du concept, une constellation de significations puisant dans la réflexion internationale, mais aussi dans les systèmes coutumiers qui ancrent le sens d'appartenance et d'attachement des communautés. Adèle Esposito Andujar appréhende ces processus à l'aune de la notion d'agencement, en s'inspirant des travaux de Deleuze et Guattari (2002 [1980]). Pierpaolo De Giosa, quant à lui, préfère le prisme analytique de la notion de « vernacularisation » (Merry 2006), condition de l'appropriation et de l'adaptation locale de concepts transnationaux – le plus souvent promus dans leur version anglo-saxonne (l'anglais s'imposant comme *lingua franca* au sein des pays membres de l'ASEAN), qui se déploie entre réplique – créatrice de néologismes – et hybridation. Ainsi, l'invention d'expressions pour traduire les catégories du patrimoine mondial permet de faire exister quelque chose de nouveau, notamment des aspects spécifiques du patrimoine jusqu'alors minorés ou exclus.

L'analyse porte alors sur ce qui se joue lorsque s'engage le processus de traduction, ce qui résiste, ce qui se perd et ce qu'il advient dans l'« entre-deux » des langues, lorsque l'on passe d'un univers patrimonial à un autre<sup>12</sup>. Les traductions successives de la notion de *cultural landscape*/paysage culturel, en référence à l'ensemble religieux de Borobudur, d'abord par le néologisme *landskap budaya* – emprunté pour partie au néerlandais –, puis par l'expression *saujana budaya*, sont significatives de ce moment et de cet espace d'intervention qu'ouvre la traduction. La première a été contestée, mettant ainsi au jour des divergences entre groupes d'acteurs, conceptions et pratiques patrimoniales ; la seconde a été inventée par l'association Badan Pelestarian Pusaka Indonesia (BPPI), pour élaborer et défendre une acception renouvelée de la notion. L'introduction du mot *saujana* – du sanskrit, autrefois utilisé pour mesurer les couches des mondes qui composent

la cosmologie bouddhiste – et son association avec le mot *budaya* – culture – permettent de produire des agencements patrimoniaux locaux référentiels. Promu, voire revendiqué par le BPPI, *saujana* enserme et véhicule des significations se voulant enracinées dans la culture locale, son système de valeurs, ses conceptions du sacré et du lien social (Esposito Andujar). Il en est de même du terme *pusaka* qui, depuis le début des années 2000, est mis en avant par les associations du patrimoine indonésiennes pour désigner le patrimoine en remplacement des deux termes utilisés dans la loi (*warisan* et *cagar budaya*), *pusaka* introduisant l'idée d'une dimension symbolique et de charge spirituelle des objets.

*Pusaka* et *saujana* constituent des « intraduisibles », dans le sens donné par Barbara Cassin, « mots qu'on n'arrive pas à rendre dans une autre langue, qui sont caractéristiques d'une langue et qui la signalent dans sa différence : en somme, des symptômes de la différence des langues » (Cassin 2019 : 23). Révélateurs de singularités culturelles<sup>13</sup>, ils font ici l'objet d'une attention particulière.

La question des « intraduisibles » concerne cependant aussi le vocabulaire international du patrimoine. Les termes matériel/immatériel, *tangible/intangible*, sont ainsi donnés comme domaine limite d'incorporation directe – et de traduction directe – des catégories occidentales devenues internationales, *a fortiori* dans une société plurielle comme la société malaisienne dans laquelle les partitions linguistiques et, donc, culturelles transparaissent dans les façons de nommer le matériel et l'immatériel – ou de ne pas les nommer, d'en esquiver ou annuler la question (De Giosa).

C'est là une mise à l'épreuve des catégories internationales, mais aussi des terminologies officielles. Cette tendance se manifeste également à Chiang Mai à propos de l'emploi de la catégorie de *moradok wathanatham* (« patrimoine culturel »), alors que la logique de projet s'impose avec les démarches en vue de la reconnaissance la valeur patrimoniale de la ville par les instances internationales. Créée dans les années 1990 par les mouvements de défense du patrimoine de Bangkok, l'expression *moradok chumchon* est réactivée dans les années 2000 par l'association Little People in Conservation (LPC) pour désigner le patrimoine de la communauté locale. Elle vient compléter, voire concurrencer, la terminologie établie par le département des Beaux-Arts, ainsi que l'approche promue par cette institution nationale à travers le terme *boransathan*, celui-ci désignant les monuments anciens, les objets et sites d'intérêt archéologique associés aux emblèmes nationaux. L'expression *moradok chumchon*, quant à elle, induit une triple extension du champ patrimonial : de l'espace physique à l'espace social, du monumental à l'ordinaire, des élites nationales aux populations locales.

L'introduction, dans le lexique du patrimoine, de mots vernaculaires issus des langues nationales ou locales – voire de leur substrat linguistique - renvoyant à des spécificités morphologiques et sociales de la ville sud-est asiatique, notamment dans ses composantes villageoise et végétale, rend en effet compte de l'extensivité du champ patrimonial et de la prise en compte d'un univers urbain jusqu'alors exclu des projets patrimoniaux. Il en est ainsi à Chiang Mai des termes *ban* – qui désigne la maison et le village (*muban*) en lien avec le monastère (*wat*) et l'autel du

génie protecteur du village (*phi*) – et *yan* – le quartier urbain ordinaire d’habitat et de commerce, espace du quotidien – dans l’intitulé du programme de conservation Fuen Ban Yan Wiang expérimenté par l’association Little People in Conservation (LPC) (Pumketkao Lecourt & Peyronnie). Le propos rejoint ici l’interrogation que Marc Askew (1996, 2002) et Yongtanit Pimonsathean (2006) portent sur le mode critique à propos de la démarche de sauvegarde de Rattanakosin, cité royale, à Bangkok, interrogation partagée par Michael Herzfeld (2016) dans son travail sur la communauté de Pom Mahakan, établie à proximité du fort du même nom construit au XIX<sup>e</sup> siècle. Relevant de la conception sélective développée par les élites thaïlandaises, cette démarche exclut les villages urbains (*ban/bang*) et quartiers ordinaires (*yan*), y compris lorsqu’ils ont été associés à la période fondatrice de la capitale du Siam comme Ban Khrua (Goldblum). Elle autorise l’éviction des communautés de résidents en vertu d’une conception de l’« embellissement urbain » qui, au nom d’une esthétique moderniste prétendument universelle, privilégie les grands espaces ouverts et les bâtiments monumentaux, au détriment des espaces de la vie quotidienne (Herzfeld 2006, 2017). En revanche, l’élargissement de la notion de ville historique et de l’espace physique auquel l’association thaïlandaise LPC se réfère, trouve son pendant dans l’inclusion du mot malais *kampung* (village, quartier urbain traditionnel ou populaire) dans le domaine de la ville patrimoniale à Melaka, avec la reconnaissance de la catégorie des *kampung warisan* dédiés aux minorités (Kampung Peranakan, Malay Kampung Morten, Kampung Chetti, etc.), qui a constitué un argument pour l’inscription de la ville sur la liste du patrimoine mondial en 2008 (De Giosa).

À cette interrogation partagée sur la circulation des références et les processus de traduction fait écho une réflexion sur la coexistence de lexiques et de registres patrimoniaux pluriels au sein d’une même société, parfois à l’œuvre dans un même projet. À Bali, des univers patrimoniaux distincts – relatifs aux héritages des familles et des groupements coutumiers, aux traditions culturelles revisitées, au patrimoine national et aux dispositifs internationaux – concourent à la constitution du champ patrimonial et aux transformations de l’espace habité (Lancret). En témoigne également la pluralité des lexiques – lexique officiel et lexiques ethniques, notamment en malais, chinois et tamoul – qui circulent et se jouxtent dans la société multiculturelle malaisienne (De Giosa).

Cette plurivocité des registres, qui met en tension des conceptions et des pratiques différenciées des héritages, s’exprime dans la constitution de groupes d’acteurs et d’arènes de discussion qui participent à l’élaboration du champ patrimonial.

## ACTEURS, « PASSEURS » ET DÉMARCHES PARTICIPATIVES

Une part importante des contributions constitutives du présent recueil est consacrée à la question des nouvelles figures d’agents du patrimoine qui prennent place contre ou à côté des acteurs institutionnels et scientifiques, nationaux et internationaux, jusqu’alors garants de discours et de fabriques « autorisés » du patrimoine (Anatole-Gabriel 2016). Les réflexions menées sur ce plan dans le recueil font écho



à un ensemble de travaux qui analysent l'évolution et la complexification des jeux d'acteurs corrélatives à la montée en puissance d'initiatives impliquant la société civile (Guan 2004; Formoso 2016).

Dans le cadre de la théorie politique occidentale, la notion de société civile prend appui sur l'opposition présumée entre l'État, qui convoiterait des fonctions hiérarchiquement supérieures de régulation et de contrôle, et les couches inférieures de la société, mues par les affects, l'irrationalité et les passions. La société civile est imaginée alors comme « une zone intermédiaire de contact et de médiation entre le citoyen, la famille et la communauté, d'un côté, et l'État, de l'autre<sup>14</sup> » (Ferguson & Gupta 2002 : 983). Dans cette zone de contact, des groupes sociaux peuvent exercer des pressions, voire se positionner dans un conflit ouvert avec les autorités étatiques. Ferguson et Gupta (2002) argumentent que cette vision triptyque est une construction sociale et politique : d'une part, elle rend effective l'autorité de l'État ; d'autre part, elle rassemble des groupes et mouvements sociaux qui existent en dehors ou au-delà de l'État dans la catégorie de la « société civile ». L'approche suggérée par ces auteurs, suivie par De Cesari (2010) dans le domaine patrimonial, consiste à déconstruire cette vision pour considérer les mouvements relevant de la société civile comme le produit et l'expression de forces et dynamiques agissant à plusieurs échelles connectées : locale, nationale, régionale et internationale. Une telle approche d'analyse nous incite à prendre en compte les situations contextuelles qui rendent possible l'émergence de ces mouvements dans les contextes postcoloniaux des pays d'Asie du Sud-Est, où les initiatives de décentralisation ont généré des articulations complexes entre les échelles de la gouvernance et où la transition – parfois accidentée, voire involutive – de régimes autoritaires vers des formes plus démocratiques de gouvernement a créé des conditions spécifiques et évolutives pour l'éclosion et le développement de ces groupes.

Les contributions qui composent ce numéro thématique s'attachent à analyser les temporalités et les modalités spécifiques de l'émergence de mouvements sociaux engagés en faveur de la conservation du patrimoine dans les pays d'Asie du Sud-Est. Ces mouvements prennent souvent la forme d'associations fédérant des universitaires, des professionnels et des activistes. Dans d'autres cas, ils réunissent les membres d'une communauté de voisinage autour de la cause commune de la défense des lieux de résidence parfois informels, auxquels on attribue des qualités patrimoniales, parfois en bénéficiant de la mobilisation d'universitaires ou d'organismes internationaux (Herzfeld 2016; King & Natakun 2017). Tous sont influencés par le « tournant participatif » des politiques patrimoniales internationales, engagé à partir de la fin des années 1980, qui a ouvert le champ à plusieurs catégories d'acteurs dans la définition et la sauvegarde du patrimoine (habitants, associations, ONG, chercheurs et enseignants, activistes, etc.), mais qui a souvent eu comme revers l'utilisation du patrimoine en tant que ressource économique à exploiter dans le cadre de stratégies touristiques qui le commercialisent dans une perspective néolibérale (Adell *et al.* 2015).

Comme le note Pierpaolo De Giosa, la Malaisie a eu un rôle pionnier quant à la prise en compte de la question de la sauvegarde du patrimoine urbain par le

monde associatif. Des organisations non gouvernementales se forment à Penang à partir des années 1960, autour de l'Universiti Sains Malaysia. Influencées par le mouvement environnementaliste international, ces organisations critiquent le modèle de développement proposé par les programmes du gouvernement fédéral malaisien qui incitent à une industrialisation effrénée aux dépens de la préservation de l'environnement naturel et bâti. Elles plaident en faveur d'un modèle de développement plus durable qui intègre la conservation du patrimoine culturel comme un de ses volets stratégiques. L'Association des Consommateurs de Penang (Consumers' Association of Penang, CAP) voit le jour à Penang en 1969. En collaboration avec l'Institut Masyarakat, CAP met l'accent sur l'adaptabilité de l'architecture traditionnelle (notamment par la publication du livre *The Malay House*, par Lim Jee Yuan, en 1987) et son rôle incontournable dans la construction de la culture et de l'identité nationale (Blackburn 2015).

Ces associations, avec d'autres fondées dans le même courant, luttent contre les programmes de renouvellement urbain qui détruiraient des bâtiments et secteurs urbains hérités. À Melaka, le projet d'un vaste complexe résidentiel et commercial qui devait être bâti sur le site de l'ancien cimetière chinois de Bukit China déclenche, dans les années 1980, une forte opposition publique qui mobilise tout particulièrement la communauté chinoise, dirigée par le comité d'administration du cimetière et du temple Cheng Hoon Teng (Cartier 1993, 1997). Le succès de cette contestation – le cimetière est finalement maintenu – témoigne de la capacité des communautés ethniques et religieuses de se rassembler autour de la cause patrimoniale et de faire pression sur les autorités étatiques, désormais plus enclines à donner leur aval à des programmes de conservation largement soutenus par l'opinion publique (Blackburn 2015).

À Kuala Lumpur, Badan Warisan Malaysia (BWM) est fondée en 1983 selon le modèle du National Trust of Britain. Fédérant dans son conseil d'administration des hommes d'affaires proches de l'élite au pouvoir, BWM n'est pas seulement capable d'éveiller les consciences à la cause patrimoniale, mais aussi de collecter d'importantes donations qui lui permettent d'acquérir et restaurer des bâtiments historiques (*ibid.*).

Au cours des années 1990, il devient plus facile en Malaisie de mobiliser l'opinion publique autour de la défense du patrimoine culturel, surtout à Penang où l'action militante se fortifie autour de personnages-clés, telle Khoo Salma Nasution, secrétaire du Penang Heritage Trust, activiste et écrivaine prolifique sur l'histoire urbaine de Penang (2007, 2009). Le projet pour l'inscription conjointe des villes historiques de Melaka et de Penang sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, couronné de succès en 2008, catalyse à partir des années 2000 la collaboration entre les associations et les autorités publiques pour le développement de bonnes pratiques et la promulgation d'une nouvelle législation patrimoniale qui élargit l'éventail des catégories patrimoniales en cohérence avec l'évolution de la réflexion patrimoniale internationale (Blackburn 2015 ; Esposito à paraître ; De Giosa).

En Thaïlande, les années 1990 voient l'émergence de mouvements sociaux visant à la défense des droits et des traditions des communautés rurales, menacées par les stratégies nationales de développement et par la conception statique de l'identité thaïe qu'elles promeuvent (Reynolds 1993). Tout en puisant dans l'univers culturel bouddhiste, ces mouvements s'approprient des principes-clés des discours internationaux : le pluralisme, l'importance des connaissances et savoir-faire locaux et les échanges de connaissances au sein des communautés. À partir de 1997, les versions successives de la Constitution thaïlandaise enregistrent certaines de leurs propositions ; valorisant le rôle des « communautés traditionnelles » dans la sauvegarde des ressources naturelles et culturelles (Barry 2013), cette tendance imprègne également les conceptions du patrimoine. La charte « ICOMOS-Thaïlande », dont la dernière mouture a été présentée en 2007, met ainsi l'accent sur les croyances, les valeurs et les pratiques culturelles des communautés (Denes & Sirisrisak 2013). Dans cette mouvance, les plans d'urbanisme qui impliquent l'éviction et le relogement des communautés d'habitants font souvent l'objet de contestations tenaces et durables, associant les communautés avec des associations et des représentants du monde académique (Askew 1996 ; Ho & Chinnapong 2013). S'appropriant les notions d'identité nationale que les autorités étatiques avaient mises au cœur de leurs politiques, leurs représentants vont jusqu'à construire des discours érigeant ces communautés en représentants incontournables de l'essence de la culture et de l'identité thaïes (Herzfeld 2016).

Le travail de l'association Little People in Conservation (LPC), basée à Chiang Mai en Thaïlande, est représentatif d'une démarche participative qui mène une action de sensibilisation aux héritages matériels et immatériels des villages constitutifs de la ville ancienne, jusqu'alors exclus des programmes patrimoniaux. Dirigée par une universitaire, LPC implique les habitants dans un projet local, l'objectif déclaré étant d'inciter les villageois à se saisir de la question patrimoniale et devenir ainsi des acteurs de la préservation de leur espace de vie. Prenant appui sur la fonction performative des mots et des représentations, la démarche procède à la mise en œuvre de programmes participatifs qui sont l'occasion de fédérer des protagonistes issus d'univers différents – habitants, mais également étudiants, enseignants, chercheurs, experts nationaux et internationaux (Pumketkao-Lecourt & Peyronnie).

En Indonésie, les associations pour la défense du patrimoine émergent à la suite de la chute du régime de Suharto en 1998. La vague de réformes démocratiques qui s'ensuit autorise la floraison de nombreuses associations locales dans les villes, également inspirées du modèle britannique (Njoto 2016), qui ont pour mission la dénonciation du vandalisme contre les bâtiments historiques, la vulgarisation d'une culture patrimoniale, et la conservation des sites. Ces associations transmettent leurs plaintes au Badan Pelestarian Pusaka Indonesia (Indonesia Heritage Trust, BPPI), fondé en 2000, qui joue un rôle d'intermédiaire entre celles-ci et les autorités nationales. Officiellement reconnu par le ministère indonésien de la Culture et du tourisme et par l'ICOMOS, BPPI œuvre en faveur de l'élargissement des conceptions patrimoniales en Indonésie par la production de connaissances (chartes, livres, articles publiés en ligne, thèses académiques),

l'organisation d'évènements (séminaires, écoles d'été) et la participation à des réseaux et conférences internationales qui augmentent la visibilité de l'association à différentes échelles, afin d'augmenter sa capacité à définir des bonnes pratiques et à modifier les moyens de gestion du patrimoine mis en place par les autorités nationales et locales.

Dans les trois pays mentionnés, les mouvements sociaux engagés pour la défense du patrimoine se forment en réaction aux pratiques des autorités nationales et locales qui ont longtemps négligé le rôle social du patrimoine ordinaire des communautés, voire qui ont marginalisé ces dernières dans la gestion des héritages « patrimonialisés ». Dans les sites archéologiques d'Asie du Sud-Est, les habitants installés depuis des générations sur le territoire devenu grand site patrimonial ou dans des villages faisant partie intégrante de l'éco-sociosystème ont été ignorés, voire écartés des démarches de patrimonialisation et, ce faisant, à plus long terme, des bénéfices économiques de l'exploitation touristique des lieux (Byrne 2009 ; Karlström 2005 ; Miura 2011 ; Winter 2007). De même, l'habitant « ordinaire » et ses modes d'habiter<sup>15</sup> n'ont guère été pris en compte dans le plan de conservation de la ville historique de Rattanakosin/Bangkok, non plus que pour la mise en valeur de la « ville carrée » à Chiang Mai, la démarche des autorités officielles ignorant les anciens villages historiquement constitutifs de l'espace urbain – processus sélectif qui n'est pas sans rappeler la logique conservatoire coloniale lors de la refondation de Vientiane, au début du xx<sup>e</sup> siècle, excluant les espaces du quotidien.

La sauvegarde et la valorisation des espaces urbains du quotidien sont au cœur des préoccupations des associations pour la défense du patrimoine qui fédèrent professionnels et membres des élites intellectuelles. Ces associations sont dirigées par des « passeurs » (*brokers*, Lewis & Mosse 2006), qui font le lien entre différents groupes d'acteurs agissant dans des sphères distinctes : sphère locale (dont ils sont souvent membres des élites) et société civile ; sphère nationale, au titre d'une fonction administrative, universitaire ou d'expertise *ad hoc* ; sphère internationale, par leur implication au sein de grands organismes multilatéraux directement ou indirectement impliqués dans les actions et la gestion patrimoniales ; sphères transnationales, en tant que membres des associations et réseaux du patrimoine opérant à l'échelle de l'Asie du Sud-Est ou à celle de l'Asie Pacifique. Ces passeurs bénéficient d'une expérience approfondie des codes de la communauté internationale et des spécificités culturelles et politiques locales. Ils sont en mesure de contribuer à la construction (conceptuelle et opérationnelle) d'une connaissance dans le domaine du patrimoine qui agence des fragments des doctrines et des principes internationaux du patrimoine avec des savoirs locaux. Ces agencements donnent lieu à des assemblages locaux transculturels (Ong & Collier 2005), constamment réadaptés en fonction des changements politiques et des évolutions de la réflexion internationale sur le patrimoine.

Le travail de ces associations contribue au renouvellement du rôle et de la mission de l'expertise patrimoniale. Au cours du xx<sup>e</sup> siècle, cette expertise a défini la valeur et les pratiques patrimoniales en cohérence avec un savoir technique et scientifique élitiste, axé sur la matérialité du patrimoine bâti et monumental. Ce

savoir était largement inaccessible aux communautés locales (Smith 2006). Au tournant du siècle, l'élargissement des conceptions patrimoniales autorise l'entrée en jeu des habitants dans les arènes de la patrimonialisation. L'extension des catégories patrimoniales – spatialement, vers des quartiers et des villages urbains qui ne sont pas limités à la ville de fondation et vers des ensembles territoriaux définis à travers la notion de paysage culturel ; et conceptuellement, vers des architectures et des ensembles urbains et paysagers non monumentaux, représentatifs de la diversité des populations et de leur habitat – introduit un changement de paradigme. Conforté par la reconnaissance du patrimoine immatériel, celui-ci marque un « tournant participatif » plaçant les communautés au cœur du processus de patrimonialisation.

Ce tournant participatif a contribué à la remise en question du rôle des experts, qui a amené certains à théoriser leur inutilité (Schofield 2016 [2014]), à l'heure où tout citoyen serait attitré pour définir, sur la base d'un système de valeurs qui lui est propre, ce qui constitue, à ses yeux, un patrimoine. D'autres, de manière plus nuancée, ont invité à redéfinir le rôle des experts, qui devraient être capables de promouvoir des pratiques réellement inclusives (Hølleland & Skrede 2019). Ils se sont ainsi attachés, sur des registres spécifiques, à écarter les termes d'une analyse jugée réductrice, qui procédait par opposition binaire : patrimonialisation ordinaire vs savante (Isnart 2012) ou profane vs experte (Bortolotto 2011), *official heritage vs unofficial [heritage]* (Harrison 2013), ou encore entre approche *top-down*, véhiculée par les organismes nationaux et internationaux (dont l'UNESCO) vs *bottom-up* initiée par la participation citoyenne dans et par le patrimoine (Tornatore 2017)<sup>16</sup>.

Le travail des passeurs patrimoniaux sud-est asiatiques, membres fondateurs ou dirigeants des associations patrimoniales, contribue à cette remise en question. Ceux-ci se positionnent en tant qu'intermédiaires entre les représentants des administrations publiques et les habitants ordinaires. Cette position d'« entre-deux », faisant miroir aux espaces tiers du patrimoine dans lesquels ils opèrent, leur permet d'agir pour faciliter un dialogue qui, d'une part, rende intelligible le langage spécialisé du patrimoine pour des publics non experts, et, d'autre part, construise des discours patrimoniaux qui relient le rôle des savoirs coutumiers, les pratiques quotidiennes et le sens du sacré des communautés locales.

Dans cette perspective, l'intérêt porte sur ce qui est produit à l'interface de différents systèmes de référence : qu'ils soient locaux et procèdent des univers coutumiers dans leur diversité au regard des spécificités culturelles, sociales et linguistiques des sociétés et des espaces concernés ; qu'ils soient nationaux et renvoient à des enjeux économiques et politiques, souvent liés à des stratégies d'affirmation identitaire ; qu'ils soient régionaux et visent une élaboration patrimoniale à l'échelle transnationale par l'intermédiaire de réseaux académiques et associatifs ou de partenariats entre villes ; ou qu'ils soient internationaux, liés aux grands organismes du patrimoine qui édictent et diffusent des mises aux normes globales. Notre propos est moins de décrypter les stéréotypes que de mettre en lumière les échanges et interactions ou confrontations résultant de cette « mise en situation d'un fragment de la société comme acteurs » (Goldblum), co-producteurs

de fait du projet patrimonial, leur poids relatif traduisant la disparité des positions sociales; en dépendent les représentations du passé investies ainsi que les référents et le lexique mobilisés dans le cadre du projet patrimonial.

Dans les programmes développés par les associations indonésienne (BPPI) et thaïlandaise (LPC) qui visent à expérimenter des inventaires participatifs, la parole est, en principe, donnée aux habitants, ceux-ci se voyant conférer un rôle dans la construction patrimoniale. À Chiang Mai et à Borobudur, l'« habitant » est sollicité par les acteurs médiateurs pour construire – ou co-construire – un savoir plus complet sur les lieux et pour contribuer à l'invention de manières de qualifier et de valoriser le patrimoine, autres que celles communément admises par les experts professionnels (Rautenberg 2018). Force est de constater que cette prise en compte des habitants dans les actions patrimoniales n'est cependant pas dénuée d'effets paradoxaux. Y percent notamment des revendications identitaires régionales ou locales. La dimension politique des approches participatives menées par les associations visant à façonner ou conforter des collectifs d'acteurs du patrimoine est questionnée dans les exemples thaïlandais et indonésien. À Chiang Mai, l'affirmation d'une identité culturelle lanna distincte de la grande culture nationale apparaît en filigrane dans les projets patrimoniaux. À Borobudur, le renforcement de la communauté locale – par l'identification d'un paysage culturel commun – vise à accroître le pouvoir des populations locales et leur capacité de négociation face au gouvernement national.

La reconnaissance des habitants comme « parties prenantes », promue dans le cadre des dispositifs participatifs de certains projets de sauvegarde (tels ceux relatifs au patrimoine mondial), est cependant loin de les prémunir du risque d'une exclusion *a posteriori* des espaces patrimonialisés: la mise en conformité de ces derniers avec les représentations et usages associés au tourisme, de même que les fortes pressions foncières et immobilières s'exerçant sur les espaces environnants jouent largement dans ce sens, non sans susciter des formes de résistance, leur prise en compte dans le présent volume (Goldblum) s'attachant au fait que l'exclusion spatiale se double en l'occurrence d'un « déni de patrimonialité ».

La difficulté particulière qui ainsi se manifeste de tenir les valeurs patrimoniales hors du champ de leur conversion en valeurs marchandes<sup>17</sup>, dès lors que celles-ci concernent l'espace urbain habité – *a fortiori* dans le cas de pays en transition vers l'économie de marché – traduit aussi, sur un registre particulier, l'ambiguïté dans laquelle opère l'action patrimoniale relative à l'urbain, ambiguïté avec laquelle la recherche dans ce domaine est également tenue de composer.

## DE L'AMBIGUÏTÉ DE L'« OBJET » PATRIMONIAL EN SITUATION URBAINE

La collection d'articles présentée, non sans quelque proximité avec les « études patrimoniales critiques », développe un point de vue particulier en ce qu'elle se rapporte, par-delà de la diversité des approches, à la construction de l'objet

patrimonial, non pas comme quête d'une authenticité au sein de l'univers propre aux espaces sociaux sud-est asiatiques, mais comme « processus de patrimonialisation » (*heritage making*) opérant dans l'ambiguïté de la formulation même des objets patrimoniaux dans les espaces de référence, de leur confrontation à la colonisation comme à la globalisation, de leur (re)construction entre imagerie des parcs à thème et valorisation des « quartiers ethniques ». Ce processus, certes normatif et sélectif, n'échappe pas aux jeux du langage dont participent la traduction et la création de néologismes ; le lexique est ainsi révélateur de la complexité dans laquelle s'élaborent les projets patrimoniaux, des appareillages sociaux et institutionnels qu'ils mobilisent, des assemblages et du conflit des idéautés dont ces projets s'autorisent. En somme, cette collection d'articles n'a d'autre ambition que d'observer, sur un registre particulier, la manière dont les sociétés de l'Asie du Sud-Est usent ou sont conduites à user des traces du passé dans l'univers du bâti et des pratiques sociales pour s'inscrire dans le présent.

## Notes

---

1. ICOMOS: Conseil international des monuments et des sites, organisation internationale non gouvernementale créée en 1965, regroupant 110 pays et se consacrant à la sauvegarde des monuments, des ensembles et des sites du patrimoine culturel mondial.
2. L'ouvrage dirigé par Y. M. Yeung and C. P. Lo (1976), *Changing South-East Asian Cities: Readings on Urbanization*, publié par Oxford University Press rend bien compte de cette tendance. Le livre, dirigé par William S. Logan (2002), *The Disappearing « Asian City »*. *Protecting Asia's Urban Heritage in a Globalizing World*, également publié par Oxford University Press, sanctionne à sa manière le passage du constat aux actions de protection du patrimoine, ainsi qu'aux réflexions que celles-ci suscitent.
3. Ainsi de la collection « Images of Asia » d'Oxford University Press: *Old Bangkok, Old Jakarta, Old Kuala Lumpur, Old Manila, Old Singapore*, etc., publiée depuis la fin des années 1980 et principalement dans les années 1990.
4. Association of Southeast Asian Nations, association régionale de coopération économique, politique et culturelle, créée en 1967 par cinq pays d'économie libérale de l'Asie du Sud-Est et regroupant désormais la quasi-totalité des pays de la région.
5. Années de signature de la convention du patrimoine mondial par les pays d'Asie du Sud-Est: 1985, les Philippines; 1987, la Thaïlande, la République démocratique populaire lao et le Vietnam; 1988, la Malaisie; 1989, l'Indonésie; 1991, le Cambodge; 1994, la Birmanie; 2011, Brunei Darussalam; 2012, Singapour; 2016, Timor Leste.
6. Les indications de noms entre parenthèses non suivis de date qui jalonnent ce texte concernent les auteurs des contributions au numéro de *Moussons* et renvoient à leurs articles respectifs.
7. Ainsi, à Luang Prabang, ville du patrimoine mondial, des tensions avec l'UNESCO qu'a suscitées le projet d'aménagement des berges porté par la Banque asiatique de développement (Sisoulath & Peyronnie 2017).
8. Des effets singuliers résultant d'une logique similaire sont observés aux abords du parc archéologique d'Angkor, autre site majeur inscrit au patrimoine mondial (Esposito 2018a; Lancret 2014).

9. «La pluralité des langues est un fait déterminant pour la constitution du monde parce que, loin d'exprimer autrement la même chose comme on le croit d'ordinaire, la pluralité des langues loge la différence au cœur de l'essence des choses.» (Cassin, 2013 : 125.)
10. Ce programme de recherche, élaboré en réponse à un appel à projets intitulé «Pratiques interculturelles dans les processus de patrimonialisation» lancé par le ministère de la Culture, s'est déroulé dans le cadre d'un partenariat associant les organismes suivants : UMR AUSSer, porteur de la recherche ; IrAsia (Institut de Recherches Asiatiques UMR 7306 – Aix-Marseille Université) ; International Institute for Asian Studies (Leiden, Pays-Bas) ; université Yogyakarta, Java (Indonésie) ; université de Chiang Mai et Université Chulalongkorn, Bangkok (Thaïlande) ; Badan Pelestarian Pusaka Indonesia (BPPI), comité pour la préservation du patrimoine indonésien (association civile) ; Little People in Conservation, association civile indépendante qui opère à Chiang Mai.
11. En référence notamment à l'ouvrage dirigé par Victor T. King (2015), *UNESCO in Southeast Asia. World Heritage Sites in Comparative Perspective*.
12. «Les passages d'une langue à une autre supposent des pertes, mais autorisent aussi des innovations dont il importe d'évaluer l'importance et les conséquences.» (Cassin & Wozny 2014 : 23.)
13. «Ce que l'on ne cesse pas de (ne pas) traduire. Mais cela signifie que leur traduction, dans une langue ou dans une autre, fait problème, au point de susciter parfois un néologisme ou l'imposition d'un nouveau sens sur un vieux mot : c'est un indice de la manière dont, d'une langue à l'autre, tant les mots que les réseaux conceptuels ne sont pas superposables.» (Cassin 2004 : XVIII.)
14. Traduction de l'anglais par les auteurs.
15. En référence à «l'homme ordinaire» par opposition à l'expert et autres spécialistes qu'évoque Michel de Certeau dans son *Invention du quotidien 1. Arts de faire* (1990 : 13-30).
16. «Comment nommer, désigner, comprendre le phénomène de débordement des institutions et des monopoles scientifiques (monopole de l'Histoire sur le passé, de l'ethno-anthropologie sur la culture) qui caractérise le patrimoine aujourd'hui, dans un contexte de crise de la modernité et de sa mise en cause comme fiction impossible.» (Tornatore 2017.)
17. À l'instar de ce que Karl Polanyi recommandait pour protéger la nature dans *La grande transformation* (1983 [1944]). Voir sur ce point le commentaire éclairant de Pierre Charbonnier (2020 : 267-272).

## Références

---

- ADELL, Nicolas, BENDIX, Regina F., BORTOLOTTI, Chiara & TAUSCHEK, Markus, éd., 2015, *Between Imagined Communities and Communities of Practice. Participation, Territory and the Making of Heritage*, Göttingen : Göttingen University Press, vol. 8, URL: <http://books.openedition.org/gup/191>, consulté le 30 juillet 2020.
- AKAGAWA, Natsuko & SMITH, Laura Jane, éd., 2008, *Intangible Heritage*, Abingdon-New York : Routledge.



- ANATOLE-GABRIEL, Isabelle, 2016, *La fabrique du patrimoine de l'humanité: l'UNESCO et la protection patrimoniale (1945-1992)*, Paris: Publications de la Sorbonne, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- ANDERSON, Benedict, 2016 [1983], *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres-New York: Verso.
- ASKEW, Mark, 1996, « The Rise of "Moradok" and the Decline of the "Yarn": Heritage and Cultural Construction in Urban Thailand », *Sojourn. Journal of Social Issues in Southeast Asia*, 11, 2: 183-210.
- ASKEW, Mark, 2002, *Bangkok, Place, Practice and Representation*, Londres-New York: Routledge, coll. « Asia's Transformations ».
- BARRY, Coeli, éd., 2013, *Rights to Culture: Heritage, Language, and Community in Thailand*, Chiang Mai: Silkworm Books.
- BEKKERING, Henco, ESPOSITO, Adèle & GOLDBLUM, Charles, éd., 2019, *Ideas of the City in Asian Settings*, Amsterdam: Amsterdam University Press-IIAS, coll. « Asian Cities ».
- BENJAMIN, Walter, 2000 [1923], « La tâche du traducteur », in *Œuvres I*, trad. Maurice de Gandillac, Rainer Rochlitz & Pierre Rusch, Paris: Éditions Gallimard, coll. « Folio Essais », p. 244-262.
- BLACKBURN, Kevin, 2015, « The Rise of Malaysian Heritage Non-Governmental Organizations (1969-2005) », *Journal of Malaysian Branch of the Royal Asiatic Society*, 88-2, 309: 51-76.
- BLOEMBERGEN, Marieke & EICKOFF, Martijn, 2020, *The Politics of Heritage in Indonesia. A Cultural History*, Cambridge: Cambridge University Press.
- BORTOLOTTI, Chiara, éd., 2011, *Le patrimoine culturel immatériel. Enjeux d'une nouvelle catégorie*, Paris: Maison des Sciences de l'Homme.
- BYRNE, Denis, 2009, « Archaeology and the Fortress of Rationality », in *Cosmopolitan Archaeologies*, Lynn Meskell, éd., Durham-Londres: Duke University Press, p. 68-88.
- BYRNE, Denis, 2014, *Counterheritage: Critical Perspectives on Heritage Conservation in Asia*, New York & Londres: Routledge.
- CARTIER, Carolyn L., 1993, « Creating Historic Open Space in Melaka », *Geographical Review*, 83, 4: 359-373.
- CARTIER, Carolyn L., 1997, « The Dead, Place/Space, and Social Activism: Constructing the Nationscape in Historic Melaka », *Environment and Planning D: Society and Space*, 15, 5: 555-586.
- CASSIN, Barbara, éd., 2004, *Vocabulaire européen des philosophies. Dictionnaire des intraduisibles*, Paris: Éditions du Seuil et Le Robert.
- CASSIN, Barbara, 2013, *Nostalgie. Quand donc est-on chez soi?*, Paris: Éditions Autrement, coll. « Les Grands Mots ».
- CASSIN, Barbara, 2019, *Plus d'une langue*, Paris: Bayard, coll. « Les petites conférences ».
- CASSIN, Barbara & WOZNY, Danièle, éd., 2014, *Les intraduisibles du patrimoine en Afrique subsaharienne*, Paris: Éditions Demopolis.
- CERTEAU, Michel de, 1990, *Invention du quotidien 1. Arts de faire*, Paris: Gallimard.

- CHARBONNIER, Pierre, 2020, *Abondance et liberté. Une histoire environnementale des idées politiques*, Paris : Éditions La Découverte.
- CHOAY, Françoise, 2007 [1992], *L'allégorie du patrimoine*, Paris : Éditions du Seuil, coll. « La couleur des idées ».
- DE CESARI, Chiara, 2010, « Creative Heritage : Palestinian Heritage NGOs and Defiant Art of Government », *American Anthropologist*, 112, 4 : 625-637.
- DELEUZE, Gilles & GUATTARI, Félix, 2002 [1980], *Mille Plateaux*, Paris : Éditions de Minuit.
- DENES, Alexandra & SIRISRISAK, Tiamsoon, 2013, « A Rights Based Approach to Cultural Heritage Management at the Phanong Rung Historical Park in Northern East Thailand », in *Rights to Culture: Heritage, Language, and Community in Thailand*, Coeli Barry, éd., Chiang Mai : Silkworm Books, p. 27-58.
- EDWARDS, Penny, 2008, *Cambodge. The Cultivation of a Nation 1860-1945*, Chiang Mai : Silkworm Books.
- ESPOSITO, Adèle, 2018a, *Urban Development in the Margins of a World Heritage Site. In the Shadows of Angkor*, Amsterdam : Amsterdam University Press, coll. « Asian cities ».
- ESPOSITO, Adèle, 2018b, « Clairs-obscur : les politiques patrimoniales en Asie du Sud-Est, entre célébration et négation », in *Normer l'oubli*, Vincent Negri & Isabelle Schulte-Tenckhoff, éd., Paris : IRIS Editions, p. 159-190.
- ESPOSITO, Adèle, à paraître, « La "ville historique" de Melaka, à la convergence des trajectoires patrimoniales en Malaisie contemporaine », in *Malaisie contemporaine*, David Delfolie, Nathalie Fau & Elsa Lafaye de Michaux, éd., Paris-Bangkok : Les Indes Savantes-IRASEC.
- ESPOSITO, Adèle & GAULIS, Inès, 2010, *The Cultural Heritage of Asia and Europe: Global Challenges and Local Initiatives*, Background document. Roundtable in preparation for the 4<sup>th</sup> ASEM Culture Ministers Meeting, URL: <https://www.asef.org/images/docs/Cultural%2520Ministers%2520Meeting%25202010%2520-%2520Background%2520Document.pdf>, consulté le 1<sup>er</sup> août 2020.
- FABER, Pamela & URENA GOMEZ-MORENO, José Manuel, 2012, « Specialized Language Translation », in *A Cognitive Linguistics View of Terminology and Specialized Language*, Pamela Faber, éd., Berlin-Boston : Walter de Gruyter, p. 73-92.
- FAUVEAUD, Gabriel & ESPOSITO, Adèle, à paraître, « Beyond Official Heritage Agendas : The Third Space of Conservation Practices in Phnom Penh, Cambodia », *Urban Studies*.
- FERGUSON, James & GUPTA, Akhil, 2002, « Spatializing States : Toward an Ethnography of Neoliberal Governmentality », *American Ethnologist*, 29, 4 : 981-1002.
- FORMOSO, Bernard, 2016, *Sociétés civiles d'Asie du Sud-Est continentale. Entre pilotage d'État et initiatives citoyennes*, Lyon : ENS Éditions.
- GODDARD, Cliff, 2005, *The Languages of East and Southeast Asia. An Introduction*, Oxford : Oxford University Press.
- GOLDBLUM, Charles, 1996, « Le compartiment chinois ou le passé recomposé. Facettes et enjeux de la requalification du centre ancien à Singapour », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, 72 : 69-78.

- GUAN, Lee Hock, éd., 2004, *Civil Society in Southeast Asia*, Singapour : Institute of Southeast Asian Studies.
- HALL, Mélanie, éd., 2011, *Toward World Heritage. International Origins of the Preservation Movement*, Farnham-Burlington : Ashgate.
- HARRISON, Rodney, 2013, *Heritage. Critical Approaches*, Abingdon-New York : Routledge.
- HARTOG, François, 2018, « Patrimoine, histoire et présentisme. Entretien avec François Hartog », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, « Patrimoine, une histoire politique », 137, 1 : 22-32.
- HENDERSON, Joan C., 2009, « The Meanings, Marketing and Management of Heritage Tourism in Southeast Asia », in *Cultural Heritage and Tourism in the Developing World: A Regional Perspective*, Dallen J. Timothy & Gyan P. Nyaupane, éd., Abingdon-New York : Routledge, p. 73-93.
- HERZFELD, Michael, 2006, « Spatial Cleansing: Monumental Vacuity and the Idea of the West », *Journal of Material Culture*, 11, 1/2 : 127-149.
- HERZFELD, Michael, 2016, *Siege of the Spirits*, Chicago : University of Chicago Press.
- HERZFELD, Michael, 2017, « The Blight of Beautification: Bangkok and the Class-Based Urban Purity », *Journal of Urban Design*, 22, 3 : 291-307.
- HO, K.-C. & CHINNAPONG, Pornpan, 2013, « Conserving Bangkok's Premier Historic District: Ambitious Plans and Ambitious Rights », in *Rights to Culture: Heritage, Language, and Community in Thailand*, Coeli Barry, éd., Chiang Mai : Silkworm Books, p. 59-84.
- HØLLELAND, Herdis & SKREDE, Joar, 2019, « What's Wrong with Heritage Experts? An Interdisciplinary Discussion of Experts and Expertise in Heritage Studies », *International Journal of Heritage Studies*, 25, 8 : 825-836.
- HSIAO, Hsin-Huang Michael, HUI, Yew-Foong & PEYCAM, Philippe, éd., 2017, *Citizens, Civil Society and Heritage-Making in Asia*, Singapour : ISEAS Publishing-Yusof Ishak Institute.
- ISMAIL, Rahil, SHAW, Brian J. & OOI, Giok Ling, éd., 2016 [2009], *Southeast Asian Culture and Heritage in a Globalizing World. Diverging Identities in a Dynamic Region*, Londres-New York : Routledge.
- ISNART, Cyril, 2012, « Les patrimonialisations ordinaires. Essai d'images ethnographiées », *ethnographiques.org*, 24 (juillet), « Ethnographies des pratiques patrimoniales : temporalités, territoires, communautés », URL : <https://www.ethnographiques.org/2012/Isnart>, consulté le 22 avril 2020.
- JAMESON, Frederic, 1998, *The Cultural Turn. Selected Writings on the Postmodern 1983-1998*, Londres-New York : Verso.
- JEROME, Pamela, 2008, « An Introduction to Authenticity in Preservation », *APT Bulletin*, 39, 2-3 : 3-7.
- KARLSTRÖM, Anna, 2005, « Spiritual Materiality: Heritage Preservation in a Buddhist World », *Journal of Social Archaeology*, 5, 3 : 338-355.
- KHOO, Salma Nasution, 2007, *Streets of George Town, Penang. An Illustrated Guide to Penang's City Streets & Historic Attractions*, Penang : Areca Books.

- KHOO, Salma Nasution & HALIM, Berbar, 2009, *Heritage Houses of Penang*, Singapour : Marshall Cavendish.
- KING, Victor T., éd., 2015, *UNESCO in Southeast Asia. World Heritage Sites in Comparative Perspective*, Copenhague : Nias Press -Nordic Institute of Asian Studies.
- KING, Ross & NATAKUN, 2017, « Informality as Heritage », in *Heritage and Identity in Contemporary Thailand. Memory, Place and Power*, Ross King, éd., Singapour : NUS Press, p. 181-195.
- LANCRET, Nathalie, 2014, « Angkor-Siem Reap : entre protection et développement », *Diagonal*, 190 : 27-31.
- LEWIS, David & MOSSE, David, éd., 2006, *Development Brokers and Translators: The Ethnography of Aid and Agency*, Bloomfield : Kumarian Press Inc.
- LIM, Jee Yuan, 1987, *The Malay House: Rediscovering Malaysia's Indigenous Shelter System*, Pulau Pinang : Institut Masyarakat.
- LOGAN, William S., 2002, *The Disappearing "Asian City". Protecting Asia's Urban Heritage in a Globalizing World*, Oxford-New York : Oxford University Press.
- MANGIN, France, 2006, *Le patrimoine indo-chinois. Hanoï et autres sites*, Paris : Éditions Recherche-IPRAUS.
- MERRY, Sally E., 2006, *Human Rights and Gender Violence: Translating International Law into Local Justice*, Chicago : Chicago University Press.
- MIURA, Keiko, 2011, « World Heritage Making in Angkor. Global, Regional, National and Local Actors, Interplays and Implications », in *World Heritage. Angkor and Beyond. Circumstances and Implications of World Heritage Listing in Cambodia*, Brigitta Hauser-Schaublin, éd., Göttingen : Göttingen Studies in Cultural Property, vol. 2, p. 9-31, URL : <https://books.openedition.org/gup/304>, consulté le 1<sup>er</sup> août 2020.
- MUZAINI, Hamzah & MINCA, Claudio, éd., 2018. *After Heritage: Critical Perspectives on Heritage from Below*, Cheltenham-Northampton : Edward Elgar Publishing Limited.
- NJOTO, Hélène, 2016, « L'invention du patrimoine indonésien », in *Indonésie contemporaine*, Rémy Madinier, éd., Paris-Bangkok : Les Indes Savantes-IRA-SEC, p. 423-445.
- ONG, Aihwa & COLLIER, Stephen J., 2005, *Global Assemblages: Technology, Politics and Ethnics as Anthropological Problems*, Malden : Blackwell.
- PELEGGI, Maurizio, 2002, *The Politics of Ruins and the Business of Nostalgia*, Bangkok : White Lotus Press.
- PEMBERTON, John, 1994, *On the Subject of Java*, Ithaca-Londres : Cornell University Press.
- PIMONSATHEAN, Yongtanit, 2006, « Cultural Resources Management in Historic Community in Bangkok: the Tha Tian Case », URL : [http://www.cujucr.com/downloads/pdf\\_4\\_2006/Yongtanit%20Pimonsathean.pdf](http://www.cujucr.com/downloads/pdf_4_2006/Yongtanit%20Pimonsathean.pdf), consulté le 1<sup>er</sup> août 2020.
- POLANYI, Karl, 1983 [1944], *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris : Éditions Gallimard.

- PUMKETKAO-LECOURT, Pijika, 2019, *Construction et évolution de la notion de patrimoine à Chiang Mai. Du monument national au patrimoine ordinaire de la communauté locale*, thèse de doctorat d'architecture, sous la direction de Nathalie Lancret et de Eggarine Anukulyudhathon, université de Paris-Est en cotutelle avec l'université Kasetsart.
- RAUTENBERG, Michel, 2018, « The Strength of Weak Heritage: Urbanity, Utopias, and the Commitment to Intangible Heritage », in *The Palgrave Handbook of Urban Ethnography*, Italo Pardo & Giuliana Prato, éd., New York: Palgrave-Macmillan, p. 297-313.
- REYNOLDS, Craig, 1993, *National Identity and Its Defenders: Thailand 1939-1989*, Chiang Mai: Silkworm Books.
- SCHOFIELD, John, 2016 [2014], *Who Needs Experts? Counter-Mapping Cultural Heritage*. Londres-New York: Routledge.
- SMITH, Laurajane, 2006, *Uses of Heritage*, Londres-New York: Routledge.
- SILVA, Kapila D. & CHAPAGAIN, Neel Kamal, éd., 2013, *Asian Heritage Management: Contexts, Concerns and Prospects*, Londres-New York: Routledge.
- SISOULATH, Bounleum & PEYRONNIE, Karine, 2017, « Les berges urbaines du Mékong, espaces de tension. Vientiane et Luang Prabang », in *Transitions urbaines en Asie du Sud-Est. De la métropolisation émergentes et de ses formes dérivées*, Karine Peyronnie, Charles Goldblum & Bounleum Sisoulath, éd., Marseille: IRD Éditions-IRASEC, coll. « Objectifs Suds », p. 237-258.
- TAYLOR, Ken, 2004, « Cultural Heritage Management: A Possible Role for Charters and Principles in Asia », *International Journal of Heritage Studies*, 10, 5: 417-433.
- THUMWIMOL, Pornthum, 2004, *Métamorphose urbaine et permanence paysagère, les aventures de la patrimonialisation. L'île de Rattanakosin, Bangkok 1978-1997*, thèse de doctorat d'architecture, sous la direction de Pierre Clément, université Paris 8-Vincennes-Saint-Denis.
- TOLIA-KELLY, Divya, WATERTON, Emma & WATSON, Steve, éd., 2017, *Heritage, Affect and Emotion: Politics, Practices and Infrastructures*, Londres: Routledge.
- TORNATORE, Jean-Louis, 2017, « Patrimoine vivant et contributions citoyennes. Penser le patrimoine "devant" l'Anthropocène », *In Situ*, 33, URL: <http://journals.openedition.org/insitu/15606>; DOI: <https://doi.org/10.4000/insitu.15606>, consulté le 21 avril 2020.
- TUNBRIDGE, John E. & ASHWORTH, Gregory J., 1996, *Dissonant Heritage: The Management of the Past as a Resource in Conflict*, Chichester-New York: Wiley.
- WINTER, Tim, 2007, *Post-conflict Heritage, Postcolonial Tourism. Culture, Politics, and Development at Angkor*, Londres-New York: Routledge.
- WINTER, Tim, 2013, « Clarifying the Critical in Critical Heritage Studies. International », *Journal of Heritage Studies*, 19, 6: 532-545.
- WINTER, Tim, 2019, *Geocultural Power: China's Quest to Revive the Silk Road for the Twenty-First Century*, Chicago: The University of Chicago Press.

- YEOH, Brenda & HUANG, Shirlena, 1996, « The Conservation-Redevelopment Dilemma in Singapour : The Case of Kompong Glam Historic District », *Cities*, 13, 6 : 411-422.
- YEUNG, Yue-man & LO, C. P., 1976, *Changing South-East Asian Cities: Readings on Urbanization*, Singapour, Londres : Oxford University Press, coll. « Oxford in Asia University Readings ».
- ZAGATO, Lauso, 2015, « The Notion of “Heritage Community” in the Council of Europe’s Faro Convention. Its Impact on the European Legal Framework », in *Between Imagined Communities and Communities of Practice. Participation, Territory and the Making of Heritage*, Nicolas Adell, Regina F. Bendix, Chiara Bortolotto & Markus Tauschek, éd., université de Gottingen : Gottingen Studies in Cultural Property, vol. 8, p. 141-170, URL : <https://books.openedition.org/gup/191>, consulté le 30 juillet 2020.

---

**Résumé :** À partir de la fin des années 1980, le « tournant participatif » des politiques patrimoniales internationales a introduit de nouvelles catégories du patrimoine (les paysages culturels, le patrimoine immatériel, etc.) qui ont favorisé l’extension du domaine de reconnaissance de la valeur patrimoniale des édifices, des lieux et des pratiques sur le plan temporel, spatial et conceptuel. Les sociétés sud-est asiatiques ont été concernées par ce mouvement international. Non seulement les gouvernements nationaux et locaux ont élargi le spectre de la reconnaissance patrimoniale – du monument aux ensembles urbains et aux paysages –, mais plusieurs catégories de défenseurs du patrimoine (chercheurs, architectes, urbanistes, activistes, intellectuels) ont également œuvré en faveur de la prise en compte des croyances et des formes religieuses locales, des connaissances et pratiques ordinaires dans la définition des valeurs patrimoniales, tout en luttant pour l’inclusion des habitants et communautés dans la gestion active du patrimoine. Ces tendances et ces revendications ne faisant pas l’objet d’un consensus, le patrimoine en Asie du Sud-Est peut être appréhendé comme un processus de redéfinition constante des valeurs patrimoniales, agaçant plusieurs logiques, objectifs, systèmes de référence et valeurs, de manière évolutive et syncrétique. En résultent des « patrimoines hybrides » qui rassemblent de façon contextuelle des fragments de discours internationaux avec des spécificités locales puisant dans les pratiques coutumières et dans les rapports au sacré. Nous proposons trois clés de lecture pour examiner ces patrimoines hybrides, à savoir : les projets, les mots et les acteurs.

***The Development of Urban and Landscape Heritage as Fields of Knowledge Production and Political Action in Southeast Asia. Comparative Views Based on the Analysis of Projects, Vocabularies, and the Sociopolitical Interplay of Actors***

**Abstract:** *Since the end of the 1980s, the “participative turn” of international heritage politics has introduced new heritage categories (cultural landscape, intangible heritage, etc.) which have allowed for the temporal, spatial, and conceptual extension of the scope of heritage. Southeast Asian societies have been concerned by this international trend. Not*

*only national and local governments have broadened heritage recognition from monuments to urban districts and landscape, but also, heritage advocates (academics, architects and planners, activists, intellectuals) have claimed that heritage must take into account local spirituality and religiosity, as well as ordinary urban knowledge and practices. Moreover, inhabitants and communities shall be actively involved in heritage management. As these debates and struggles do not achieve consensus, heritage in Southeast Asia can be seen as a never-ending process of redefinition of heritage values, which assemble various rationalities, objectives, reference systems, and values in syncretic and evolving ways. This process generates “hybrid heritages” which contextually assemble fragments of international heritage discourses with local specificities drawing on customary and spiritual practices. We propose here three main lenses to analyze these hybrid heritages: namely, urban projects and conservation planning; heritage vocabularies; and the interplay of actors who are involved in Southeast Asian heritage politics.*

**Mots-clés :** communautés, patrimoine, paysage, ville, vocabulaire.

**Keywords:** community, heritage, landscape, urban, vocabulary.

